

LE CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION D'ÉQUIPEMENT ENVIRONNEMENT



Isabelle ROBERT
Secrétaire fédérale
Fédération CGT de l'équipement
et de l'environnement
Membre du secrétariat de l'UIT

Le 18^e Congrès de la Fédération équipement-environnement s'est déroulé du 9 au 13 octobre aux Issambres, dans le Var. Tous les congrès sont sujets à enjeux mais l'issue de celui-ci était cruciale afin que la FNEE soit en capacité d'agir dans un contexte de remise en cause des fondements de la fonction publique et de délitement des ministères sur son périmètre.

Les délégués ont représenté les services et établissements publics couvrant les missions du champ ministériel : aménagement du territoire, habitat, biodiversité, mer, météo, géographie, et bien sûr les infrastructures de transport (routes, fluvial, maritime, aérien).

Le débat général a bien évidemment fait un retour sur la période de crise sanitaire et de ses impacts, notamment en termes de vie syndicale. Il a également fait l'analyse de la mobilisation contre la réforme des retraites. Concernant l'actualité revendicative, les discussions ont notamment porté sur le contexte international, le besoin de revalorisation salariale, la poursuite des restructurations avec le poids de l'interministérialité, les manques d'effectifs, les transferts de compétences notamment vers les collectivités territoriales, la détérioration des conditions de travail, la situation inacceptable des populations et des agents publics en outre-mer, et particulièrement à Mayotte, le désengagement des ministères dans la gestion et l'accompagnement des retraités, la place et le rôle de l'encadrement dans la chaîne de fonctionnement, l'action sociale, la protection sociale complémentaire.

Plusieurs sujets ont fait l'objet de débats thématiques tels que la vigilance et les initiatives syndicales et antifascistes ou l'environnement, la biodiversité et le climat.

Enfin, un temps a été réservé pour discuter des infrastructures de transport et de la multimodalité.

Le poids des transports dans l'empreinte carbone, leur impact en termes de santé publique, leur niveau de service pour répondre aux besoins, en fait un enjeu transversal pour notre fédération. La loi 3DS a été au cœur des interventions pour signifier le fiasco à la fois politique et organisationnel de ce projet boudé par nombre de collectivités territoriales en manque de moyens de fonctionnement.

Pour autant, les personnels concernés en subissent les conséquences au moment où les conventions devraient déjà avoir été établies. La tarification des transports a également été évoquée avec notamment la question de qui finance la « gratuité » ?

Le constat a été fait que le report modal implique une autre ambition de politique publique pour respecter les objectifs de réduction de gaz à effet de serre (GES).

L'UIT a été identifiée dans plusieurs interventions comme l'outil nécessaire pour organiser la convergence des revendications et l'impulsion des mobilisations communes dans le respect des décisions des fédérations constituantes. Notre fédération doit y prendre toute sa place et être force de propositions.

Une volonté de rupture avec le mandat écoulé a conduit à l'élection d'une direction fédérale renouvelée, même si insuffisamment rajeunie et féminisée, avec pour objectif de réunifier les composantes dans des luttes communes. Le mandat futur, reposant sur le document d'orientation et une feuille de route d'amélioration de l'organisation et de la vie syndicale, doit permettre de redynamiser l'activité syndicale pour construire un rapport de force pour l'obtention des revendications et pour retrouver notre place de première organisation syndicale représentative aux élections de 2026.

Cette orientation doit également permettre à la fédération de s'investir de nouveau dans l'activité confédérale à l'heure où les questions d'aménagement du territoire et d'environnement sont structurantes pour toute la CGT.

Un secrétariat fédéral d'une dizaine de membres a été élu ainsi que le nouveau secrétaire général, Ivan Candé. La feuille de route est claire et ambitieuse. Elle est incontournable pour combattre et déjouer les plans gouvernementaux de destruction des services publics.

